

PDTIE

mag

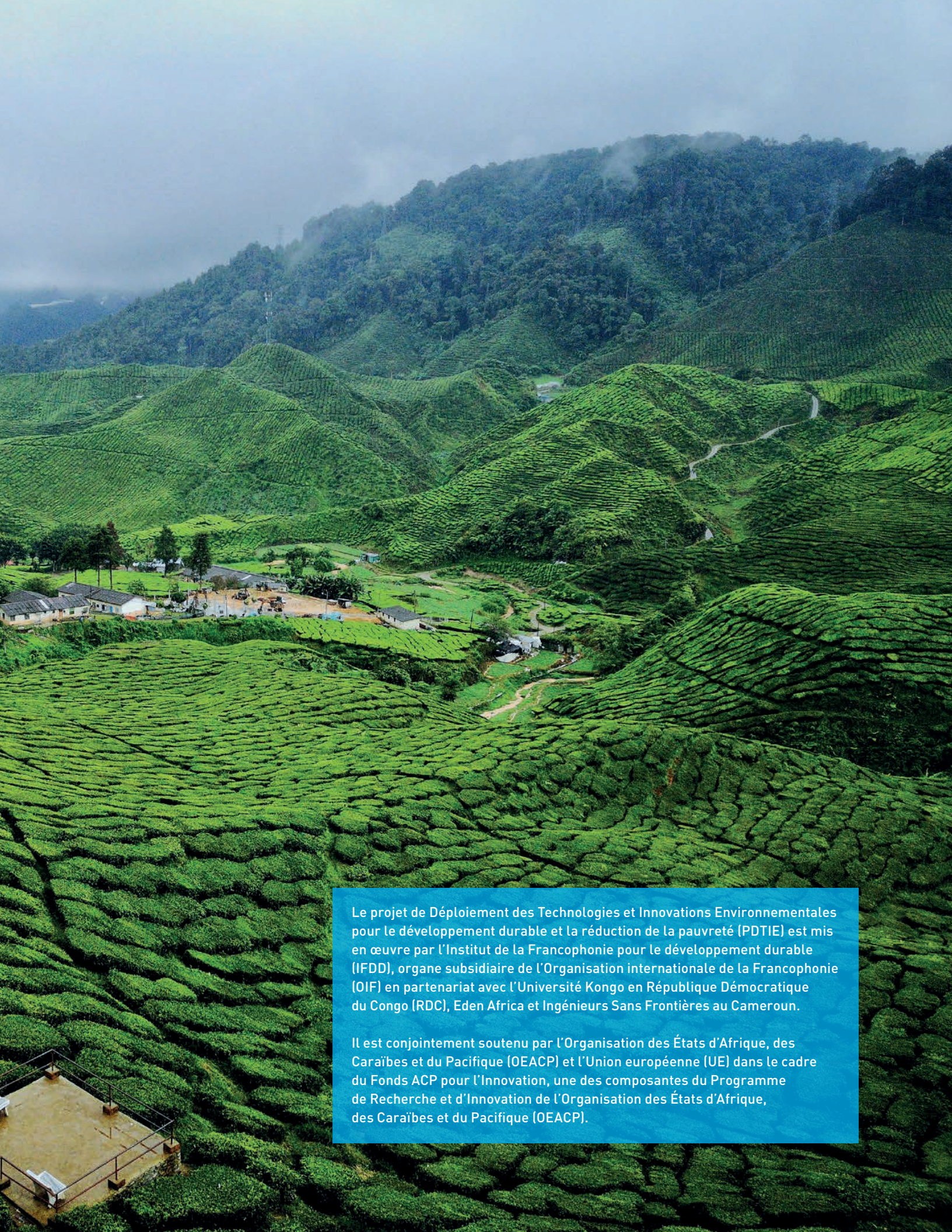
La recherche et l'innovation
au service du développement durable

N°1 - JANVIER 2022

Six projets subventionnés

- Le Fab Lab Polytech Yaoundé - Cameroun pour promouvoir les énergies renouvelables.
- Le Fab Lab EcoDéchets de Bukavu - RDC pour améliorer la gestion et la valorisation des déchets.
- Une étude pour mieux comprendre les savoirs locaux et promouvoir les technologies environnementales durables.
- 3 institutions de recherche et d'enseignement supérieur pour stimuler 50 innovations en faveur du développement durable dans des secteurs stratégiques.





Le projet de Déploiement des Technologies et Innovations Environnementales pour le développement durable et la réduction de la pauvreté (PDTIE) est mis en œuvre par l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), organe subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en partenariat avec l'Université Kongo en République Démocratique du Congo (RDC), Eden Africa et Ingénieurs Sans Frontières au Cameroun.

Il est conjointement soutenu par l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) et l'Union européenne (UE) dans le cadre du Fonds ACP pour l'Innovation, une des composantes du Programme de Recherche et d'Innovation de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP).



PDTIE MAG, la recherche et l'innovation au service du développement durable

Cécile MARTIN-PHIPPS

Avec ses 240 millions d'hectares de forêts denses, le Bassin du Congo joue un rôle de premier plan pour la séquestration du carbone, la préservation de sa biodiversité exceptionnelle, le maintien de son réseau hydrologique remarquable et la sécurité des moyens de subsistance de plus de 300 millions d'africains. En même temps, il est le lieu de défis multiformes, allant d'une déforestation accélérée à des conflits qui se multiplient, ainsi qu'aux enjeux socio-économiques majeurs que connaissent la plupart des pays africains.

Devant ces défis, il est donc apparu crucial à l'Institut de la Francophonie pour le développement durable de contribuer à l'émergence de réponses à grande valeur ajoutée, en s'appuyant sur des solutions innovantes portées par les acteurs nationaux de la recherche. Dans

cette perspective, est né le *Projet de déploiement des technologies et innovations environnementales pour le développement durable et la réduction de la pauvreté (PDTIE)*, une action francophone élaborée en partenariat avec des organisations nationales (Eden Africa, Université Kongo et Ingénieurs sans Frontières) pour stimuler le potentiel des innovations environnementales en faveur de l'action climatique et du développement durable.

Dès sa création en janvier 2021, le PDTIE a rapidement créé une dynamique de synergie entre les chercheurs, les innovateurs et les jeunes les plus créatifs dans deux pays pilotes (RDC et Cameroun), permettant à l'Institut de tester son approche dite « *De la recherche au marché* ». Après une année de mise en œuvre, les premiers jalons ont ainsi été posés avec précision.

Visant une démarche la plus inclusive qui soit, les gouvernements camerounais et congolais ont d'abord été informés du projet. Après coup, une vingtaine de points focaux ont été désignés dans les deux pays par les ministères sectoriels, dans le cadre de la mise en place du comité de pilotage dont le mandat

visait à instruire à leur tour les administrations nationales du projet, les impliquer dans sa gouvernance et optimiser des synergies opérationnelles. C'est le lieu de saluer la formidable implication du directeur de la Francophonie au Cameroun, Dr Christian Edmond Bepi Pout, et de la Déléguée générale de la Francophonie en RDC, Madame Néfertiti Mushiya Tshibanda, qui n'ont ménagé aucun effort pour favoriser l'appropriation nationale du projet.

Mon collègue Monsieur Alphonse Waguena, représentant de l'OIF pour l'Afrique centrale, et moi sommes fiers du chemin parcouru. En douze mois, le PDTIE a déjà permis de toucher plus de 40 000 personnes dans une ambiance de créativité, d'imagination et de saine émulation.

De nouveaux défis émergent pour l'année 2022, tels que le développement d'un programme de formation présentielle ambitieux et l'exécution efficace des projets financés. Nous sommes confiants qu'ensemble nous saurons relever ces défis et faire en sorte que le PDTIE tienne toutes ses promesses.

Sommaire | no.1 janvier 2022



05



15



27

03 PDTIE MAG, la recherche et l'innovation au service du développement durable

05 ACTU : Le PDTIE de A à Z

Quatre organisations à l'œuvre dans le PDTIE	05
Le PDTIE, une action forte pour stimuler le potentiel des innovations vertes dans le Bassin du Congo	06
2021, une année riche en activités pour le PDTIE	08
En route vers 2022 : focus sur les principales activités	09
Les ressources humaines du PDTIE, une équipe qualifiée, dévouée et paritaire	10
Claire Schiettecatte, une citoyenne du monde engagée	12
De beaux bureaux nationaux pour le PDTIE	13

15 ACTIONS : Le PDTIE en marche

Appels d'offres du PDTIE, de la préparation des termes de référence aux résultats	15
Étude de référence : les jalons pour un suivi efficace et efficient de la chaîne de résultats du PDTIE	16
Lancement officiel du PDTIE à Kinshasa	18
Des financements innovants pour soutenir le potentiel de recherche et d'innovation en développement durable et solidaire en Afrique centrale.	21
2914 jeunes du Bassin du Congo à la découverte des métiers de l'environnement	23
2398 jeunes d'Afrique centrale se spécialisent dans les technologies de l'environnement	24
Revue annuelle 2021, le temps du bilan et de la projection	25

27 PROSPECTIVE : Le PDTIE, la recherche en devenir

Six projets pertinents pour renforcer la recherche et l'innovation au Cameroun et en RDC	27
Neuf projets en cours de sélection	31



PDTIE mag

Direction de la publication
Cécile Martin-Phipps,
Directrice IFDD

Équipe de rédaction
Lionelle Ngo-Samnick
Nadège Mache
Claire Schiettecatte
Brice Sorgho
Jean Merlin Etobe
Diane Ndeuna
Adeline Biteng
Eleuthère Mvunda

Collaboration à l'édition
Dominique Fortin
Louis-Noël Jail
Bibiane Kukosama
Conception graphique
Perfection Design

© Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) 2022
200, chemin Sainte-Foy
Bureau 1.40
Québec (Québec) G1R 1T3
Canada
1 418 692-5722
ifdd@francophonie.org
ISSN 2816-3907 (Imprimé)
ISSN 2816-3915 (En ligne)



Quatre organisations à l'œuvre dans le PDTIE

Le Projet de déploiement des technologies et innovations environnementales pour le développement durable et la réduction de la pauvreté (PDTIE) se déroule de 2021 à 2025 et a pour objectif de contribuer à un environnement de recherche et d'innovation inclusif et favorable au développement durable au Cameroun et en RDC, deux États du Bassin du Congo, membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Le PDTIE est mis en œuvre par l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), organe subsidiaire de l'OIF, en partenariat avec l'Université Kongo en RDC et Eden Africa et Ingénieurs Sans Frontières au Cameroun, avec le soutien du Fonds ACP pour l'Innovation, une des composantes du Programme de Recherche et d'Innovation de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, un programme mis en œuvre par l'OEACP, avec la contribution financière de l'Union européenne.

L'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD)

est un organe subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et son siège est situé dans la ville de Québec, au Québec, Canada. Sa mission est de développer la coopération au service de la transition énergétique, de l'environnement et du développement durable. L'Institut met notamment en œuvre trois (3) projets phares de la programmation 2019-2022 de l'OIF, en partenariat avec d'autres Directions, Unités et Représentations de l'OIF :

■ **Projet 21**

« Ensemble pour l'atteinte des objectifs de développement durable en Francophonie »

■ **Projet 22**

« Francophonie, environnement et résilience climatique »; et

■ **Projet 26**

« Accès aux services énergétiques modernes en Francophonie ».

L'Institut est aussi porteur des initiatives transversales de la Francophonie telles que l'Initiative de la Francophonie pour le Bassin du Congo et ce, en étroite collaboration avec la Représentation régionale de l'OIF pour l'Afrique Centrale.

Créée le 22 juillet 1990, l'**Université Kongo (UK)** est la première université non-gouvernementale communautaire d'intérêt public. Située dans la province du Kongo-Central en République Démocratique du Congo, elle a pour mission d'assurer la promotion de la recherche scientifique fondamentale et appliquée, la formation des chercheurs et des cadres de haut niveau, ainsi que de participer au développement de la province du Kongo Central et plus largement, de la République Démocratique du Congo et des autres pays du continent.

Ingénieurs sans frontières (ISF) Cameroun est une association professionnelle à but non lucratif fondée le 14 octobre 2003. Association d'appui au développement, Ingénieurs sans frontières - Cameroun a pour mission de promouvoir le développement humain à travers l'accès à la technologie, le partage des informations et expériences techniques, la mise en œuvre de projets d'ingénierie respectant l'environnement, économiquement durables et socialement adaptés, et le développement de partenariats et de synergies dans le domaine de l'ingénierie.

Entrepreneurship Development Educational Network in Africa (EDEN Africa) est une organisation à but non lucratif créée le 19 septembre 2013. Réseau de femmes et de jeunes entrepreneurs, Eden Africa met en œuvre des projets à impact social et économique pour favoriser une autonomisation des bénéficiaires visés. Son objectif est de promouvoir l'épanouissement social, culturel et économique des peuples et l'amélioration de l'environnement juridique et institutionnel pour un climat d'affaires favorable au développement économique des femmes et des jeunes.

Le PDTIE, une action forte pour stimuler le potentiel des innovations vertes dans le Bassin du Congo

Nadège MACHE

De par son réseau hydrologique et sa biodiversité exceptionnelle, le Bassin du Congo contribue fortement à la séquestration du carbone et à la sécurité des moyens de subsistance de centaines de millions d'africains. Pourtant, les solutions durables capables de préserver ce patrimoine mondial n'y sont pas suffisamment développées, pas plus qu'elles ne sont utilisées par les acteurs clés du changement. Cette situation est due à un faible niveau de Recherche & Innovation (R&I) appliqué dans le secteur du développement durable et à un manque d'investissements dans ce secteur.

Depuis une trentaine d'années, les pays du Bassin du Congo, particulièrement le Cameroun et la RDC font face à une dégradation des infrastructures dédiées et du potentiel scientifique et technique qui, couplé au faible niveau de production scientifique et d'appétence des chercheurs, provoque un

ralentissement de la recherche nationale.

En parallèle, on constate un faible niveau d'adaptation des innovations scientifiques et techniques aux contextes, besoins et savoirs locaux en matière de développement durable. Les savoirs autochtones, éga-

lement, semblent insuffisamment valorisés dans la R&I. Il en ressort une corrélation insuffisante entre les thèmes de recherche et les besoins concrets des populations, tout comme une synergie quasi inexistante entre la R&I appliquée et les besoins et capacités du secteur privé. Enfin, les techniques et



Chute d'eau en forêt camerounaise



Carte vectorielle du bassin du Congo

résultats scientifiques disponibles ne sont pas suffisamment vulgarisés auprès des acteurs du changement ou du public cible.

Plus marquant encore, les populations et le secteur privé ont non seulement un accès limité aux connaissances techniques et solutions pratiques de développement durable, mais leurs capacités financières les éloignent aussi de ce précieux potentiel d'avancement.

Pour pallier ces problématiques, le PDTIE est soutenu financièrement par le Fonds ACP pour l'innovation,

une composante-clé du « Programme ACP-UE de renforcement des capacités de recherche et d'innovation dans les pays ACP ». Ce programme vise à améliorer les capacités de recherche et d'innovation des parties prenantes ainsi que l'élaboration des politiques afférentes et le transfert de connaissances. Son objectif final est de produire un effet structurant sur les écosystèmes d'innovation et les capacités des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

Avec le PDTIE, l'IFDD entend apporter une réponse adéquate à cette

principale problématique de la faiblesse de la Recherche & Innovation appliquée au Cameroun et en RDC, conformément à son mandat et sa mission de développer la coopération au service de la transition énergétique, de l'environnement et du développement durable. L'IFDD travaille avec ses partenaires nationaux de l'Université Kongo en RDC ainsi que Ingénieurs sans frontières et EDEN Africa au Cameroun dans la mise en œuvre du PDTIE.

2021, une année riche en activités pour le PDTIE

Nadège MACHE

Depuis le 26 janvier 2021, le Projet de déploiement des technologies et innovations environnementales prend progressivement corps.

D'entrée de jeu, il a fallu fixer les bases de la collaboration entre les quatre organisations au cœur du PDTIE et signer des protocoles d'accord entre les membres du consortium. Ensuite, la constitution de l'équipe projet s'est faite en mobilisant les ressources humaines disponibles au sein de ces organisations.

Dans l'optique d'assurer un accès équitable aux opportunités du PDTIE, des appels d'offres ont été publiés pour le recrutement des prestataires sur une base objective, compétitive et transparente. Les appels d'offres incluaient la réalisation de l'étude de référence, la location des bureaux nationaux, l'achat des véhicules, la fourniture en matériel de bureau, l'édition et la fourniture des outils promotionnels et illustrations graphiques.

Le premier appel à propositions visant la mise en place d'un environnement de recherche & innovation inclusif dans le bassin du Congo (Cameroun & RDC) et favorable au développement durable, a été lancé le 20 mai 2020. Se déclinant en plusieurs étapes, la date de clôture de soumission pour des propositions complètes était fixée au 20 septembre 2021. Au cours de ces quatre mois, des organisations ont pu être accompagnées dans la préparation de leur demande en ligne. Rappelons que le PDTIE dispose d'une enveloppe globale de 2,73 millions d'euros (€) devant permettre d'allouer, sur une base compétitive, 15 subventions

d'un montant allant de 150 000 à 400 000 € aux organisations à but non lucratif éligibles et établies au Cameroun et en RDC, pour mettre en œuvre des projets respectifs d'une durée de 6 à 24 mois.

Par ailleurs, l'atelier de lancement officiel du PDTIE s'est tenu à Kinshasa en RDC les 27 et 28 septembre 2021. Cette rencontre officielle a réuni les partenaires du projet, des représentants et points focaux des administrations ciblées dans le pilotage du projet, ainsi que des représentants des principaux bénéficiaires, pour échanger et affiner les cadres opérationnels de mise en œuvre, tout en présentant les documents (cadre logique, étude de référence, cahiers de charge des organes de gouvernance) requis à la phase de démarrage du projet.

Suivant l'atelier de lancement, s'est aussi tenu à Kinshasa le jury de sélection du premier appel à propositions les 29 et 30 septembre 2021. Les différentes parties prenantes clés ainsi que des experts des domaines et activités en compétition, ont évalué les dossiers de

candidatures. À l'issue de cette session, six projets ont été retenus. À ce moment, il a été décidé de lancer un deuxième appel à propositions pour permettre aux organisations non retenues de peaufiner leur offre et de pouvoir bénéficier à leur tour du programme.

Ainsi, du 13 octobre au 13 décembre 2021 s'est tenu le deuxième appel à propositions. L'appel devait permettre d'allouer, sur une base compétitive, neuf nouvelles subventions d'un montant allant de 150 000 à 175 000 € aux organisations à but non lucratif éligibles et établies au Cameroun et en RDC. L'appel à propositions était accessible en ligne à l'adresse <https://ifdd.wiin.io/fr/programs>.

C'est cette fois le Cameroun qui a accueilli dans ses locaux nationaux la deuxième session du jury de sélection des bénéficiaires des subventions du PDTIE, les 14 et 15 décembre 2021. Sous les auspices de l'objectivité, de la confidentialité et de l'impartialité, cinq autres projets ont été retenus sous réserve et sont en processus d'obtention de subventions, si des objections ne sont pas émises par ailleurs.

C'est toujours dans la chaleureuse hospitalité du Cameroun, à Yaoundé, que s'est tenue la première revue annuelle du PDTIE, les 16 et 17 décembre 2021. La grande équipe du PDTIE a marqué un temps d'arrêt pour faire un bilan sur les activités menées en 2021 et affiner le planning des activités de 2022. Les résultats sont satisfaisants dans l'ensemble et l'avenir augure de belles perspectives, notamment avec le renforcement des synergies autour du PDTIE.

Programme de formations en ligne gratuites et certifiantes

Pour contribuer efficacement à la formation des jeunes et rendre accessibles les connaissances pratiques à un grand nombre de personnes, le PDTIE s'intègre également au programme de formations en ligne gratuites et certifiantes de l'IFDD via la plateforme francophone Objectif2030 - <https://www.objectif2030.org>. Une première session de formation portant sur les métiers de l'environnement s'est déroulée du 11 octobre au 21 novembre 2021. Une deuxième série de formation, portant cette fois sur les technologies de l'environnement a eu lieu du 8 novembre au 19 décembre 2021.

Dans les grandes lignes, en 2021, la part belle a été accordée aux activités préalables au démarrage effectif du projet. Après la pose des piliers fondamentaux, certai-



nes activités sont effectivement palpables sur le terrain et le cap fixé sur un déroulement à l'intensité croissante en 2022.

Échange avec un innovateur camerounais sur le suppresser artisanal pour l'adduction en eau potable

En route vers 2022 : focus sur les principales activités

Delwendé Brice Rodrigue SORGHO

Depuis le début de l'année 2021 et à la suite de l'obtention de la subvention du Fonds ACP pour l'Innovation, une série d'activités a été menée avec efficacité au Cameroun et en RDC par l'équipe du PDTIE, en coopération avec les ministères sectoriels clés en lien avec les domaines d'action du projet. Cette action se poursuivra en 2022.

La revue annuelle du PDTIE qui s'est tenue à Yaoundé au Cameroun les 16 et 17 décembre 2021 a d'ailleurs servi de tribune aux acteurs et parties prenantes du projet pour passer en revue ces

résultats atteints et la méthodologie utilisée afin de tirer les enseignements et planifier les activités futures. En 2022, conformément à son plan d'action opérationnel consolidé et validé, le consortium

donnera vie à un ensemble d'activités prioritaires qui concourront à la réalisation du cadre logique du projet.

Planification et transversalité

Il sera d'abord question d'éditer et diffuser le rapport de l'enquête de référence initiée pour affiner les données. L'étude de référence du PDTIE vise à dresser un portrait de la recherche & innovation dans les deux pays et à faire ressortir les éléments cruciaux qui permettront d'affiner la mise en œuvre ultérieure du projet. Le temps vien-

dra ensuite d'exécuter le cadre de suivi du projet (suivi-évaluation, audit, sessions des comités d'orientation stratégique, de coordination opérationnelle, de pilotage, etc.) ainsi que de mettre en application le plan de communication et de visibilité du PDTIE (communication classique sur les initiatives, production du PDTIE Magazine, publi-reportages, etc.).

Renforcement des compétences et des capacités des scientifiques, chercheurs, ingénieurs en développement durable (DD).

Pilier du PDTIE, dont il constitue l'un des trois objectifs, le renforcement des capacités prendra son essor au cours de l'année 2022. Il est prévu dans un premier temps de lancer un programme présentiel de formation et certification en R&I. Celui-ci sera au bénéfice de 400 jeunes scientifiques, techniciens et ingénieurs d'Afrique centrale (dont 30% de femmes), pour cette première cohorte annuelle, qui seront retenus sur appel à candidatures. Huit (8) sessions sont

prévues cette année, dont 4 au Cameroun et 4 en RDC. Dans un second temps, les formations en ligne sur les technologies de l'environnement et les métiers de l'environnement connaîtront un deuxième souffle avec l'ajout de nouveaux secteurs d'activités porteurs. 3070 jeunes des deux pays y ont déjà pris part en 2021. Le PDTIE espère toucher au moins 8900 jeunes du Cameroun et de RDC en 2022.

Amélioration qualitative de la R&I en matière de DD et de sa corrélation avec les besoins et savoirs locaux.

Avec la confirmation des résultats du deuxième appel à propositions et l'organisation de l'ultime appel de faible ampleur au premier trimestre 2022, le PDTIE entend bien permettre aux bénéficiaires de soutien financier d'exprimer tout leur potentiel au cours de l'année à venir. Les études seront tout d'abord déclinées dans chacun des deux pays visés : état des savoirs locaux et autochtones en matière de DD et leur utilisation ; besoins, capacités et contraintes

du secteur privé dans le secteur du DD ; et capacités financières des acteurs du changement. Viendront ensuite la finalisation du processus de financement et l'accompagnement et suivi des 120 porteurs d'innovations (60 en RDC / 60 au Cameroun) dans la recherche de solutions d'appui au développement durable dans des secteurs stratégiques, prioritaires et à forte valeur ajoutée tels que les agro-industries, la biotechnologie, les énergies renouvelables, l'adaptation au changement climatique, les technologies numériques, l'accès à l'eau potable, etc. Les lancements officiels du Fab Lab Éco Déchets de Bukavu, du Fab Lab Polytech de Yaoundé et du Centre de Recherche et d'Innovation Technologique en Environnement et en Sciences de la Santé (CRITESS) de Kinshasa constitueront sans nul doute les points d'orgue de l'année. Fer de lance du PDTIE, les médias et organisations de la société civile mandatés contribueront à en faire l'écho et à vulgariser les résultats du projet auprès des populations.

Les ressources humaines du PDTIE, une équipe qualifiée, dévouée et paritaire

Nadège Mache

L'élaboration et la mise en œuvre du Projet de déploiement des technologies et innovations environnementales pour le développement durable ne seraient pas possibles sans l'existence et l'engagement de ressources humaines qualifiées, dévouées et respectueuses de l'égalité entre les genres.

L'équipe du PDTIE est structurée autour du personnel rattaché aux organisations partenaires.

À l'Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFFD), plusieurs ressources humaines clés sont mises à disposition.

Cheffe de projet, Lionelle Ngo-Samnick, a su faire germer le projet,



a élaboré la proposition qui a obtenu les financements auprès du Fond ACP pour l'Innovation. Dynamique et polyvalente, elle pilote le projet dans tous ses aspects et mobilise toutes les ressources nécessaires pour sa mise en œuvre, tout en gérant les relations avec les bailleurs de fonds, les partenaires et les organisations parties prenantes.

Attachée de programmes chargée de l'innovation et des formations, Claire Schiettecatte soutient le projet plus spécifiquement dans le domaine de l'innovation par l'encadrement et le suivi des propositions de projets. En outre, elle supervise la conception des sessions de formation tout en s'assurant de leur animation efficiente.

D'une vigilance rigoureuse et minutieuse, **l'assistante administrative et financière,** Bibiane Kukosama, assure de son côté que les fonds publics mis à disposition pour le PDTIE sont correctement utilisés en regard des obligations et exigences contractuelles, et que les procédures administratives et financières sont respectées.

La zone de mise en œuvre étant située en Afrique Centrale, il est

de mise que la Représentation régionale de l'OIF pour l'Afrique Centrale prenne activement part au PDTIE, avec **l'attaché de programme chargé de la supervision,** Brice Sorgho. Ce dernier coordonne les synergies du projet dans la sous-région et s'assure de sa mise en œuvre harmonieuse. Au besoin, il se déplace en République démocratique du Congo ou au Cameroun pour superviser les activités.

Côté camerounais, les organisations Entrepreneurship development educational network in Africa (EDEN Africa) et Ingénieurs Sans Frontières (ISF) sont la cheville ouvrière du projet.

Pour Ingénieurs Sans Frontières (ISF), **le coordonnateur national du Cameroun,** Jean Etohe, est au cœur des relations avec les institutions étatiques. Il s'assure en outre du bon fonctionnement du PDTIE au niveau national et mobilise les différentes ressources nécessaires à cet effet.

L'assistante administrative et financière du Cameroun, Adeline Biteng, également affiliée à ISF, veille avec transparence, minutie et rigueur aux considérations administratives, tout comme aux tran-

sactions financières en respect des exigences contractuelles.

Pour EDEN Africa, **l'attachée de programme du Cameroun,** Diane Ndeuna, suit en résidence permanente les activités techniques du PDTIE dans tous ses aspects. Pour faciliter un suivi rigoureux et la performance du projet, elle est toujours disponible pour répondre à toutes sollicitations.

Chargée de communication, Nadège Mache travaille à faire connaître les activités du PDTIE ainsi que les résultats obtenus auprès des principales parties prenantes, tout en œuvrant pour la visibilité des principales organisations au cœur du PDTIE.

En République démocratique du Congo, c'est l'Université Kongo qui abrite les trois ressources dédiées au PDTIE, soit le **coordonnateur national,** Val Masamba, **l'attaché de programme,** Bernard Lututala, et **l'assistant administratif et financier,** Eleuthère Mvunda. Leurs fonctions sont semblables à celles de leurs homologues du Cameroun.

Toute l'équipe du PDTIE est mobilisée au succès de ce projet!

Employée 2021

Claire Schiettecatte, une citoyenne du monde engagée

Lionelle NGO-SAMNICK

De Freiburg im Breisgau à Lille, de Bruxelles à New York, de Kinshasa à Yaoundé... Claire Schiettecatte s'investit sans relâche depuis plus de six ans à soutenir le développement des compétences de centaines de milliers de francophones.



Bien avant la pandémie de Covid 19, quand le numérique ne s'était pas encore imposé comme un outil essentiel de transmission des savoirs, Claire faisait déjà partie des pionniers qui s'activaient à développer une offre de formation en ligne et en français afin de démocratiser les concepts et les savoirs faire clés dans le sillage de l'adoption des objectifs de développement durable. Pourtant, sa formation initiale en langues et en histoire, à cheval sur la France et l'Allemagne, ne la prédestinait ni au goût du numérique ni à une spécialisation environnementale. C'est à l'Université de Lille qu'elle prend de la graine pour le développement, dans le cadre de son master Action publique européenne et internationale. En 2012, elle effectuera

alors un stage à la Commission européenne à Bruxelles en tant qu'assistante recherche et projet à la Direction Générale Environnement.

Entichée par les questions environnementales, elle obtient en 2013 un Master en sciences et gestion de l'environnement de l'Université libre de Bruxelles. Son mémoire portera sur *L'adaptation aux changements climatiques dans les métropoles européennes*, en ciblant les contributions des autorités locales.

Un cheminement qui l'a conduite en 2014 à rejoindre la Représentation permanente de l'OIF auprès des Nations unies à New York, en tant qu'assistante de programmes chargée du développement durable, pour suivre et analyser les questions économiques, sociales et environnementales dans le cadre de l'élaboration du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La production régulière de ressources informatives allait donner le «la» de la diffusion alternative des connaissances sur le développement durable. Claire en profitera pour poser les bases d'une plateforme numérique populaire pour soutenir la démocratisation d'enseignements sur l'environnement et le développement durable.

Celle qui jadis se plaisait à manier les belles lettres françaises pour épauler le travail des maisons d'édition ou à commenter l'actualité littéraire sur son blog, s'est lancée à corps perdu dans la mise en œuvre du PDTIE pour étoffer, vous l'aurez deviné, l'offre de formation aussi bien en ligne qu'en présentiel, mais pas que. Elle contribue à mettre en place un cadre transparent de sélection des projets d'innovations environnementales. Les plateformes configurées pour les appels à propositions du PDTIE n'ont aucun secret pour elle. Les porteurs de projets, elle les veille comme du lait sur le feu pour qu'ils puissent saisir l'opportunité qu'offre le PDTIE de développer une nouvelle génération d'innovateurs en Afrique centrale.

L'éthique du travail bien fait et l'engagement pour des actions à fort impact, qui changent réellement la vie des gens, sont des marqueurs des professionnels d'exception qui font du PDTIE un projet dont nous sommes fiers. Toute l'équipe du PDTIE est animée de ce sentiment de fierté et s'estime être un moteur d'une dynamique francophone en devenir. Le savoir, la connaissance et l'innovation façonnent notre monde. En les démocratisant et en les faisant avancer, nous avons la fierté de contempler une formidable œuvre humaine nettement plus grande qu'un simple projet.

De beaux bureaux nationaux pour le PDTIE

Eleuthère MVUNDA

Dès le mois de mars 2021, l'Institut de la Francophonie pour le développement durable a lancé un appel d'offres afin d'identifier au Cameroun et en RDC, deux propriétaires immobiliers aptes à rendre disponibles en location des locaux répondant aux exigences techniques et financières du projet.

À l'issue de l'évaluation des offres reçues dans les deux pays, laquelle a été conduite dans un processus de désignation respectueux des procédures de l'Union européenne en matière de passation des marchés publics, aucune structure n'a été sélectionnée et cela pour des raisons liées soit à des propositions des prix au-dessus du budget du projet, soit à la qualité des locaux ou à la localisation qui ne cadraient pas avec les attentes. Au vu des résultats de l'appel d'offre sus évoqués, les équipes nationales ont été instruites par l'IFDD d'effectuer la prospection et de solliciter les *proformas* auprès des potentiels soumissionnaires en immobilier.

Au **Cameroun**, l'équipe nationale a identifié, au début du mois de novembre 2021, des locaux adaptés aux exigences du projet au regard du coût du loyer, du secteur et de la qualité des pièces à occuper. Le bâtiment est situé à Omnisports, lieu dénommé Mfandena, derrière le Centre des Impôts Omnisports dans la ville de Yaoundé, à près de 9 kilomètres du centre-ville.

Le bâtiment, en forme de villa, offre la surface nécessaire au bon encadrement du projet, au stockage de matériel et à l'accueil de

visiteurs. Sa vaste salle principale agrémentée d'une terrasse et ses multiples possibilités de rangement, notamment, font le bonheur de ses usagers. Des travaux d'aménagement ont été effectués pour

donner davantage fière allure au local.

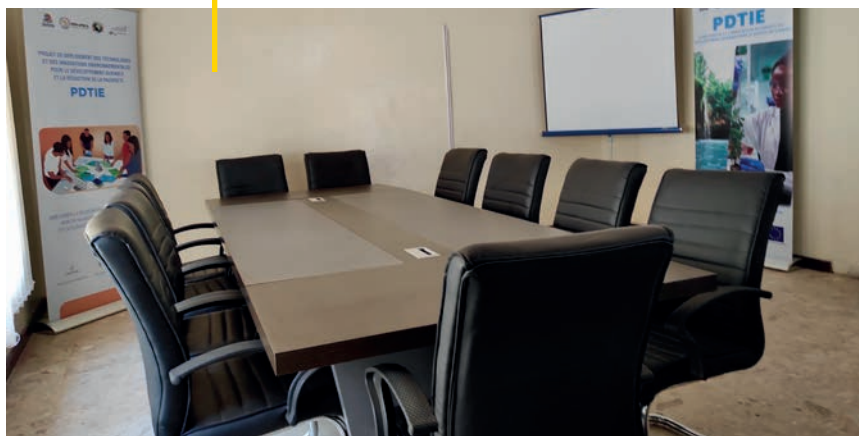
En **RDC**, l'équipe nationale a identifié, à la mi-novembre 2021 un appartement situé sur l'avenue des Provinces, au quartier Golf dans la commune de Gombe (derrière l'INRB et à 300 mètres du bureau de l'Assemblée provinciale de Kinshasa).

Après avoir obtenu les garanties de la propriétaire de l'immeuble de disposer d'un appartement pour le PDTIE, les échanges entre l'équipe locale et l'IFDD ont permis de finaliser les démarches de location de ces bureaux.

Bureaux du PDTIE au Cameroun



Salle de réunion du PDTIE au Cameroun



FONDS POUR L'INNOVATION

Projet de déploiement des technologies et innovations environnementales pour le développement durable et la réduction de la pauvreté (PDTIE)

DÉFI

Marqués par une protection mitigée de l'environnement, notamment pour l'agriculture et la préservation des écosystèmes, mais aussi par des ressources naturelles abondantes (sol, réseau hydrographique, biodiversité), le Cameroun et la République démocratique du Congo (RDC) sont confrontés aux intérêts contradictoires de l'exploitation et de la gestion durable des richesses naturelles, ainsi qu'à un secteur de la recherche scientifique et technique peu performant.

OBJECTIF

Les capacités scientifiques et techniques des chercheurs, techniciens et ingénieurs en recherche et innovation (R&I) appliquée à la gestion des écosystèmes et des ressources naturelles seront renforcées pour développer des innovations en faveur du développement durable, adaptées aux contextes, besoins et savoirs locaux. Associées à la promotion de l'accessibilité sociale et financière aux technologies vertes générées par les groupes sociétaux et le secteur privé, les solutions locales ouvriront la voie à la conservation durable de l'environnement au Cameroun et en RDC.

JUSTIFICATION

Le Cameroun et la RDC ont connu au cours des dernières décennies un ralentissement de la recherche nationale, une dégradation des infrastructures de recherche et du potentiel scientifique et technique, un manque d'investissement dans la R&I appliquée au développement durable et une production des innovations scientifiques limitées. En matière de développement durable, il y a également un manque de corrélation entre les thèmes de recherche et les besoins de la société et du marché,

une faible intégration des connaissances indigènes dans la R&I et une faible diffusion des résultats acquis auprès du grand public. Ces composants entraînent une adaptation embryonnaire des innovations scientifiques et techniques aux contextes, besoins et connaissances locaux.

De ce fait, les solutions appropriées pour la conservation de l'environnement sont difficilement développées, et quand elles le sont, peu utilisées par les populations concernées, le secteur privé, la communauté des chercheurs, les organisations de la société civile (OSC), les autorités locales et les décideurs politiques.

Or, la concrétisation du développement durable autour de la gestion des écosystèmes et des ressources naturelles nécessite de promouvoir avec vigueur les technologies environnementales afin de réduire la pression humaine sur l'environnement. Le développement et l'adaptation des innovations scientifiques et techniques aux contextes, besoins et connaissances locaux nécessitent l'engagement des acteurs des secteurs public et privé dans le cadre d'une démarche holistique.

MÉTHODE

PDTIE favorise l'engagement d'un large éventail de groupes sociétaux - au niveau institutionnel, privé, coopératif et communautaire - qui sont actifs ou concernés par le développement et l'application de technologies environnementales innovantes.

RÉSULTATS ATTENDUS

Impacts

Un environnement de R&I inclusif et favorable au développement durable au Cameroun et en RDC.

Effets

Application accrue de technologies respectueuses de l'environnement naturel par les groupes de population concernés, le secteur privé, la communauté des chercheurs, les OSC, les autorités locales et les décideurs politiques.

Produits

- Les capacités de R&I des jeunes, des chercheurs et des innovateurs sont améliorées.
- Les innovations scientifiques et techniques développées pour le développement durable sont adaptées aux contextes, besoins et connaissances locaux.
- La population et le secteur privé ont accès aux connaissances techniques et aux innovations à un coût abordable.



actions

Le PDTIE en marche



Appels d'offres du PDTIE, de la préparation des termes de référence aux résultats

Adeline BITENG

Dans le cadre du Projet de déploiement des technologies et innovations environnementales pour le développement durable et la réduction de la pauvreté, cinq appels d'offres administratifs (location de bureaux, acquisition de mobiliers de bureau, de matériel informatique et de véhicules, édition et outils promotionnels) ont été lancés successivement du 22 mars au 10 mai 2021 pour la mise en place et l'équipement des bureaux nationaux au Cameroun et en RDC.

L'équité, l'intégrité et la transparence ont constitué des priorités de la préparation desdits appels d'offres afin d'acquérir des biens et services au meilleur rapport qualité/prix. Des chances égales ont été offertes à tous les soumissionnaires, en leur communiquant les mêmes informations relatives à un marché donné et ce, selon le même calendrier. Ces mesures ont permis d'assurer que la procédure soit équitable et exempte de favoritisme, d'intérêt personnel ou de préférence dans le jugement.

À la date de clôture des soumissions le 10 mai 2021, 42 offres avaient été reçues. Aux fins de sélection, un comité a réuni des membres de l'IFDD, de l'OIF – Représentation Afrique Centrale et des représentants de l'équipe projet au Cameroun et en RDC. La Commission d'évaluation des offres, sur la base des critères d'éligibilité et des propositions techniques et financières, s'est réunie par visioconférence afin d'analyser et d'évaluer les offres.

Le processus de sélection a été mené en deux étapes principales : l'examen préliminaire à distance sur la base d'une grille d'évaluation par chacun des membres de la commission et l'examen détaillé lors de la réunion de la commission de sélection. **L'examen préliminaire à distance des offres reçues** consistait à juger de l'éligibilité des soumissionnaires et de la pertinence des propositions techniques

et financières. Les soumissionnaires ne répondant pas aux conditions minimales de conformité spécifiées dans chacun des 5 dossiers d'appel d'offres ont été éliminés et ceux en conformité évalués. **L'examen détaillé en commission**, quant à lui, consistait à **étudier** plus en profondeur les offres évaluées.

Au bout de la séance de travail et d'un commun accord entre tous les membres de la commission, sept offres ont été retenues dont deux en RDC, quatre au Cameroun, une au Canada :

- Appel d'offres pour l'acquisition de mobiliers de bureau: ETS NGET SUN au Cameroun et MOZAR CENTER en RDC.

- Appel d'offres pour l'acquisition de matériel informatique: Cameroon Logistics Service au Cameroun et BUROTOP en RDC.

- Appel d'offres pour l'acquisition de voitures 4x4: UNILS au Cameroun.

- Appel d'offre pour l'édition: Perfection Design au Canada

- Appel d'offres pour les outils promotionnels: Cible Communication au Cameroun

Les appels d'offres pour la location des bureaux dans les 2 pays et l'acquisition du véhicule en RDC se sont avérés infructueux. Les propositions financières reçues étaient

largement supérieures au budget alloué pour ces appels. D'autres démarches compétitives ont été mises à contribution pour permettre aux équipes nationales de combler ce besoin.

Aux fins de la sélection, la transparence a été observée et toutes les informations relatives aux politiques, procédures, possibilités et processus en matière d'achat ont été clairement définies, rendues publiques et/ou communiquées simultanément à toutes les parties intéressées. C'est la même démarche qui a prioritairement prévalu dans les autres appels émis dans le cadre du PDTIE.

Étude de référence : les jalons pour un suivi efficace et efficient de la chaîne de résultats du PDTIE

Jean Merlin ETOBE

Réalisée entre les mois de mai et d'octobre 2021, l'étude de référence du PDTIE visait à dresser un portrait de la recherche & innovation dans les deux pays et à faire ressortir les éléments cruciaux qui permettront d'affiner la mise en œuvre ultérieure du projet.

De façon spécifique, il s'agissait de mesurer le niveau des différents indicateurs au démarrage du projet de caractériser les différentes cibles susceptibles de bénéficier de l'accompagnement du projet.

L'étude de référence a été réalisée par deux équipes de consultants,

deux au Cameroun et deux en RDC. Après la production des rapports nationaux (RDC et Cameroun), les deux équipes ont produit de concert un rapport commun aux deux pays. 76 institutions (41 institutions en RDC et 35 au Cameroun) ont été rencontrées et 506 questionnaires (284 en RDC et 222 au

Cameroun) ont été remplis en ligne (RDC) et à travers les missions de terrain (Cameroun).

L'étude a ainsi permis de dresser un portrait plus complet de la recherche et innovation dans les deux pays et fait ressortir de nombreux éléments cruciaux qui permettront d'affiner la mise en œuvre ultérieure du projet.

En RDC, il ressort de l'étude que les filières dédiées aux R&I et DD occupent 42,3% et représentent environ 13,1% des lauréats pour les cinq dernières années (avec une faible représentativité des femmes: 25,45%).

L'étude constate également une faible expérience en matière de gestion des projets dans la R&I et DD

par la communauté scientifique. L'implication du gouvernement congolais semble trop faible dans le financement de la recherche. Celle-ci est plus souvent le fruit d'une collaboration avec des partenaires internationaux (78,8%), témoignant de l'absence d'une recherche indépendante.

En ce qui concerne la publication des résultats de chercheurs Congolais, les revues nationales (attachées aux institutions de l'enseignement supérieur pour la plupart) sont les plus utilisées (à 58%), mais seulement 16% sont spécialisées en R&I et DD. Ces dernières ne sont pas référencées dans les bases de données internationales, ce qui ne permet pas une visibilité des chercheurs et institutions de recherche congolais à l'échelle internationale.

Ces différents éléments font voir des valeurs initiales (situation de 2020) encore trop basses pour les indicateurs de suivi du PDTIE, notamment en ce qui concerne le rang international du pays en matière de recherche et développement, la proportion de femmes chercheuses, le nombre de publications scientifiques sur les innovations appliquées ainsi que le pourcentage de recherches appliquées au développement durable. En comparaison, ces valeurs initiales sont plus élevées **au Cameroun, à quelques exceptions près**, et le pays offre un portrait un peu différent de la recherche et innovation.

Les filières dédiées aux technologies et innovations environnementales s'élèvent par exemple à 80% à la Faculté des Sciences de l'Université de Yaoundé I et représentent entre 93,47% et 94,46% des lauréats pour les trois dernières années



Étude des dossiers par le PDTIE

dans cet établissement (avec, là encore, une faible représentativité des femmes).

Malgré une assez bonne expérience en matière de gestion des projets dans la R&I et DD par la communauté scientifique du Cameroun, l'implication du gouvernement camerounais demeure encore faible dans le financement de la recherche. La recherche est ainsi le fruit, soit d'un autofinancement des chercheurs eux-mêmes, soit comme en RDC, d'une collaboration avec des partenaires internationaux.

Et à l'inverse de la RDC, ce sont les revues internationales qui sont les plus utilisées pour publier les résultats de recherche des chercheurs camerounais. Il existe d'ailleurs très peu de revues nationales scientifiques (1 seule revue sur 57 revues identifiées).

Tant pour le Cameroun que pour la RDC, la présente étude a illustré moult faiblesses des universités et institutions de recherche. On

constate d'abord la quasi inexistence d'une politique de mobilisation des ressources financières pour la recherche, les universités et institutions de recherche se contentant des subventions de l'État. Aussi, il existerait une grande méfiance entre les chercheurs et leurs administrations ainsi qu'une faible collaboration entre les institutions de recherche et leurs propres chercheurs. La centralisation financière rendrait finalement difficile l'accès au financement pour les départements de recherche.

Les résultats de cette étude de référence viennent ainsi souligner toute la pertinence du PDTIE. En effet, faute d'investissements conséquents en recherche et innovation dans le domaine du développement durable, les organisations et institutions de recherche du bassin du Congo n'arrivent pas à trouver des solutions capables de préserver de façon durable l'environnement dans la région.

Au terme de l'étude, les consultants ont fait les recommandations suivantes pour les deux pays :

- Faire la promotion des filières scientifiques et techniques à l'endroit des femmes dès le secondaire et mettre en place un environnement incitatif orienté vers les jeunes filles afin qu'elles s'intéressent aux filières scientifiques et techniques ;
- Mettre en place un mécanisme performant de valorisation et de vulgarisation des résultats

issus de la recherche pour en faire un pilier de développement ;

- Créer une agence nationale de valorisation des innovations et s'assurer que les chercheurs et les institutions puissent valoriser leurs résultats dans des revues bien impactées ;
- Améliorer les conditions de travail y compris les grilles de rémunération des chercheurs et enseignants-chercheurs afin de les motiver suffisamment et de rendre attrayants ces corps de métiers ;

- Augmenter les subventions de l'État pour répondre aux exigences de la recherche, à l'acquisition des équipements des laboratoires et au renforcement des capacités des chercheurs et des institutions d'enseignement.

Les données collectées ont permis d'élaborer un *plan de suivi-évaluation de la chaîne des résultats du projet*. Celui-ci fera ressortir l'évolution des différents indicateurs du projet.

Lancement officiel du PDTIE à Kinshasa

Diane NDEUNA et Lionelle NGO SAMNICK

Mobilisation concertée des parties prenantes et acteurs clés pour la dynamisation de la recherche et de l'innovation dans le Bassin du Congo.

Après 8 mois de préparation et de mobilisation des acteurs de la recherche et de l'innovation, le ton était donné pour la tenue de l'atelier de lancement officiel du PDTIE, les 27 et 28 septembre 2021 à l'hôtel Memling de Kinshasa.

Organisé sous format hybride, l'atelier de lancement a permis de renforcer la collaboration et le processus de dynamisation de l'écosystème de la recherche et de l'innovation au Cameroun et en RDC. L'objectif était de contribuer d'une part à une meilleure compréhension et appropriation du projet par les différentes parties prenantes

actives dans le secteur de la recherche-innovation et d'autre part, de valider de façon consensuelle les documents du projet produits lors de la phase de démarrage.

Cet atelier a été simultanément suivi par 1450 francophones sur Zoom et Facebook, y inclus les 20 organisations éligibles au soutien financier aux tiers. Il réunissait en présentiel une quarantaine de cadres et spécialistes de la recherche, de l'enseignement supérieur et du développement durable du Cameroun et de la RDC ainsi que les représentants d'institutions partenaires, telles que l'Agence

Intervention de Madame Néfertiti Mushiya Tshibanda, Déléguée générale de la Francophonie en RDC



universitaire de la Francophonie et l'Union européenne. De même, cette cérémonie officielle de lancement a été honorée de la présence du sous-secrétaire général en charge du département des questions politiques et du développement humain de l'Organisation des États d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (OEACP), du directeur a.i. de l'IFDD, du recteur de l'Université Kongo, du chef de la coopération de la Délégation de l'Union européenne en RDC, de la Secrétaire générale à l'industrie, et de la déléguée générale à la francophonie de la RDC et du directeur de cabinet de la Vice-Première Ministre, ministre de l'Environnement et du développement durable.

C'est au nom du Vice-Premier Ministre, ministre des Affaires étrangères, Christophe LUTUNDULA APALA PEN'APALA, que la déléguée générale à la Francophonie, Néfertiti MUSHIYA TSHIBANDA, a procédé au lancement officiel des activités du PDTIE au Cameroun et en RDC. Dans son allocution, elle a mis l'accent sur l'immense contribution des avancées technologiques pour le développement des nations et de l'humanité toute entière. Elle a également rappelé que le Bassin du Congo était le 2^{ème} bassin mondial en ce qui concerne les ressources naturelles, après celui de l'Amazonie. Ce projet représente donc à juste titre une opportunité d'enrichir la palette d'initiatives permettant de valoriser le riche potentiel de la région.

De même, Yves KITUMBA, Directeur de Cabinet et Représentant la Vice-Première Ministre, ministre de l'Environnement et développement durable, Eve BAZAÏBA, a fait savoir que le projet était une réponse forte aux difficultés écono-



miques et sociales des populations. Relevant que le PDTIE était à juste titre un creuset d'échanges et de partage, il a salué l'engagement du projet en faveur des jeunes, des femmes et des petites et moyennes entreprises.

À côté de ces institutionnels, les principaux acteurs de la recherche ont tenu à relever le rôle central de la recherche dans le développement des écosystèmes, quel qu'ils soient, et fait un plaidoyer pour que les États africains soutiennent davantage la recherche par un financement endogène. Tour à tour, les intervenants ont poursuivi le dessin de ce que serait l'idéal de l'écosystème R&I au sein du Bassin du Congo.

Les représentants de l'Union européenne ont, eux, insisté sur l'importance de veiller à ce que les bénéficiaires finaux des résultats de ce projet soient continuellement impliqués dans la phase de mise en œuvre, afin de soutenir la recher-

Intervention du Dr. Norbert Richard Ibrahim, sous-secrétaire général en charge du département des questions politiques et du développement humain de l'Organisation des États d'Afrique, Caraïbes et Pacifique

che inclusive avec un partenariat en chaîne. Les acteurs de la recherche impliqués dans le PDTIE ont été à cette occasion invités à s'enregistrer sur la [plateforme InnovationXChange](#), un réseau social des acteurs de la recherche et de l'innovation qui facilitera la mise en relation et les synergies entre les acteurs de la recherche.

Monsieur Laurent SILLANO, chef de la coopération de la délégation de l'UE en RDC, intervenant au nom de l'Ambassadeur de l'UE en RDC, a mis en exergue le Pacte vert de l'Union européenne, qui transformera l'Europe en une économie compétitive et efficace dans l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. Sur le plan extérieur, une alliance de tous et de toutes pour le bien commun est nécessaire.



Intervention de Monsieur Laurent SILLANO,
chef de la coopération de la délégation
de l'Union européenne en RDC

À l'issue de cette séance d'ouverture, les parties prenantes ont mené deux jours durant des travaux qui leur ont permis d'améliorer la structure de gouvernance. Des tendances de l'étude de référence réalisée au

Cameroun et en RDC ont été présentées. Les deux études nationales ont ensuite été harmonisées et consolidées dans un rapport conjoint.

Participants à la cérémonie d'ouverture
du PDTIE



Des financements innovants pour soutenir le potentiel de recherche et d'innovation en développement durable et solidaire en Afrique centrale

Delwendé Brice Rodrigue SORGHO

Le PDTIE, un excellent outil de soutien financier pour l'émergence d'un écosystème propice à la recherche et l'innovation au Cameroun et en République Démocratique du Congo.



1^{er} jury de sélection des projets

Dans le cadre du PDTIE, le consortium travaille pour favoriser la réalisation des projets innovants et structurants permettant aux populations de mieux accéder aux services de recherche et d'innovation en matière de développement durable et de lutte contre la pauvreté. Il a œuvré d'arrache-pied pour mettre en place un mécanisme de soutien financier aux tiers d'une valeur de 2,73 millions d'euros (€) représentant 65% de la subvention d'une enveloppe globale de 4,2 millions d'euros obtenue du Fonds ACP pour l'Innovation.

Le PDTIE a pour finalité d'améliorer la R&I appliquées en RDC et au Cameroun afin de favoriser le développement et l'application accrue de technologies respectueuses de l'environnement naturel par les

acteurs du changement. À cet effet, il prévoit entre autres sous forme d'appel à propositions, la rétribution de subventions à accorder à des entités tiers (Universités, centres de recherches, organisations de la société civile, médias, etc.) établies au Cameroun et en RDC.

Des appels à propositions aux processus de sélection

Le projet a organisé deux appels à propositions, un premier appel à propositions du 20 mai 2021 au 20 septembre 2021 intitulé « Mise en place d'un environnement de la recherche et innovation inclusif dans le Bassin du Congo (Cameroun & RDC) et favorable au développement durable » et un deuxième du 13 octobre au 13 décembre 2021 intitulé « Améliorer la recherche-innovation appliquée afin de favoriser le développement et l'utilisation des technologies vertes ». Le but de ces appels était de sélectionner quinze (15) organisations à but non lucratif ou d'utilité publique éligibles opérant comme des entités tiers. Ces structures se verraient allouer des subventions d'un montant allant de 150 000 à 400 000 € pour mettre en œuvre chacune un projet d'une durée de 6 à 24 mois

pour les 4 secteurs activités suivants du PDTIE, à savoir la mise en place et l'équipement de 2 Fab Labs « Laboratoires de Fabrication » de technologies, la réalisation de 6 études thématiques nationales, la production et la diffusion de messages issus de la R&I appliquée en matière de développement durable (DD) et la conception de 120 innovations favorisant le DD dans des secteurs stratégiques prioritaires et à forte valeur ajoutée.

Au total 153 dossiers finalisés par les soumissionnaires ont été examinés, soit 116 entre le 20 juin et le 4 septembre 2021 et 37 du 1^{er} novembre au 13 décembre 2021, pour juger de leur éligibilité au regard des critères établis dans les lignes directrices des deux appels. La présélection a ainsi permis d'éliminer 114 dossiers qui ne répondaient pas aux critères d'éligibilité et de considérer trente-neuf candidatures éligibles. Des 39 candidatures considérées comme éligibles, trente-six ont soumis un dossier de candidature final ayant fait l'objet d'une évaluation technique et financière dans le cadre du jury de sélection.

Une clinique virtuelle en rédaction de propositions organisée les 7 et 8 septembre 2021 avait de plus permis aux soumissionnaires éligibles d'affiner leurs propositions. Elle avait en effet pour objectif de renforcer les capacités des institutions éligibles pour l'élaboration de propositions de projets fiables, pertinents et répondant efficacement aux objectifs et à la mise en œuvre des activités du PDTIE. Elle a eu pour résultats de familiariser ces organisations aux lignes directrices et méthodologies à privilégier, de discuter avec les porteurs des

projets de l'éligibilité de leur organisation et de la cohérence de leur proposition et enfin de favoriser la constitution de consortiums indispensables pour certains lots de l'appel.

Les évaluations des membres du jury

Afin de procéder à l'évaluation technique et financière des propositions complètes, un jury international et pluridisciplinaire a été mis en place au regard de leurs compétences, expertise et impartialité. Il a eu pour

mandat d'analyser les propositions éligibles par lot, de les noter sur la base d'une grille de notation en ligne, de les classer et enfin de la retenir les meilleures propositions dans le respect des lignes directrices, de la charte éthique, de la confidentialité et de la prévention des conflits d'intérêts. La première réunion du jury de sélection tenue du 29 au 30 septembre 2021 a permis d'arrêter une liste de six (06) propositions à subventionner et de formuler des observations et recommandations. De même, les membres du jury ont plafonné, pour

décision finale, les montants des subventions à accorder.

À l'issue de la 2^e réunion du jury tenue du 14 au 15 décembre 2021, le processus de financement de la deuxième vague de bénéficiaires était en cours en janvier 2022. Les membres du Jury ont par ailleurs proposé un ultime appel de faible ampleur organisé au 1^{er} trimestre 2022 pour octroyer toutes les subventions aux projets de bonne qualité.

Les lauréats du 1^{er} appel

Structures retenues	Montant des subventions
LOT 1.1 : Financer la mise en place d'au moins un Fab Lab « Laboratoire de Fabrication » au Cameroun. ■ École Nationale Supérieure Polytechnique de Yaoundé (ENSPY)	300 000 euros
LOT 1.2 : Financer la mise en place d'au moins un Fab Lab « Laboratoire de Fabrication » en RDC. ■ Université Evangélique en Afrique (UEA)	300 000 euros
LOT 2.1 : Réalisation de 2 études (une sur le Cameroun et une sur la RDC) sur l'état des savoirs locaux et autochtones en matière de DD et leur utilisation en tenant compte des spécificités liées au genre et à l'égalité femme et homme. ■ École Régionale Postuniversitaire d'Aménagement et de Gestion intégrés des Forêts et Territoire tropicaux (ERAIFT)	150 000 euros
LOT 4.1 Financement d'au moins 15 innovations au Cameroun par entité tiers. ■ Mission de Promotion de Matériaux Locaux (MIPROMALO) ■ École nationale supérieure des sciences agro-industrielles de l'Université de Ngaoundéré (ENSAI)	170 000 euros 170 000 euros
LOT 4.2 Financement d'au moins 15 innovations en RDC par entité tiers. ■ Université de Kinshasa (UNIKIN)	170 000 euros

2914 jeunes du Bassin du Congo à la découverte des métiers de l'environnement

Claire SCHIETTECATTE

Porteuse d'enjeux en matière de développement socio-économique, la transition écologique offre également des perspectives d'employabilité et de reconversion professionnelle, si tant est qu'elle réponde aux besoins en renforcement de compétences.



C'est dans ce contexte que la 1^{ère} session du cours en ligne et ouvert à tous (CLOM ou MOOC) « Métiers de l'environnement » s'est déroulée du 11 octobre au 21 novembre 2021 sur la plateforme numérique Objectif 2030 (<https://www.objectif2030.org/>). Pensée comme un appui pour l'orientation, l'insertion ou la reconversion professionnelles dans le domaine de l'environnement, la formation prend la forme d'un salon numérique des métiers et de mentorat professionnel.

Le Cameroun et la République démocratique du Congo s'y sont distingués en occupant respectivement les 3^e et 5^e places du classement en nombre de diplômés. 2924 jeunes du Bassin du Congo dont 1713 jeunes des deux pays ont en effet participé au CLOM et sont partis pendant six semaines à la découverte de trois secteurs d'activités porteurs : Technologies de l'information et de la communication ; Accès, gestion et traitement de l'eau ; et Énergie durable.

Il est toutefois à noter que le cours en ligne aura permis au total à 18028 apprenants de se former à des métiers porteurs pour la protection de l'environnement, 15114 venant de 30 autres pays francophones.

Témoignage :
Cynthia Raïssa ETUNGA
AYISSI, étudiante
camerounaise en génie
de l'environnement.



Ces compétences seraient indubitablement d'un grand apport, pour mon pays le Cameroun, résolument engagé dans la lutte pour la préservation et la protection de l'environnement. L'impact de cette implication, je l'espère, contribuera à l'essor des métiers de l'environnement, par la création d'emplois écologiques (...) De nombreux défis peuvent être résolus par l'application de technologies écologiques et le développement de métiers qui y sont liés.

Témoignage :
Dikey Nawel D., RDC



Après la validation de ma formation en métiers de l'environnement organisée par l'IFDD, je viens de réaliser mon premier essai : une lampe solaire fabriquée avec des intrants achetés localement en RDC au Tanganyika dans la ville de Kalemie. Il me reste à améliorer sa boîte, former les jeunes et les jeunes femmes, constituer une équipe, puis lancer une production à plus grande échelle.



2398 jeunes d'Afrique centrale se spécialisent dans les technologies de l'environnement

Claire SCHIETTECATTE

L'action environnementale est plus que jamais à l'ordre du jour. Partout dans le monde, la mobilisation monte pour trouver des innovations qui réduiront les effets préjudiciables de l'activité humaine sur l'environnement. Ce sont des solutions techniques qui parfois peuvent être mises en œuvre avec peu de moyens et sont capables par leur potentiel important de développement économique de générer des milliers d'emplois directs et indirects.



2398 jeunes du Bassin du Congo sont partis à la découverte de neuf d'entre elles à travers la 1^{ère} session du cours en ligne et ouvert à tous (CLOM ou MOOC) «Technologies de l'environnement» qui s'est déroulée du 8 novembre au 19 décembre 2021 sur la plateforme numérique (<https://www.objectif2030.org/>). Le but de cette formation était de présenter plusieurs pôles technologiques émergents afin d'en assurer une plus grande visibilité : Technologies de l'information et de la communication ; Accès, gestion et traitement de l'eau ; et Énergie durable.

Le Cameroun et la République démocratique du Congo ont à cette occasion frappé fort, puisque 1357 jeunes des deux pays ont participé au CLOM. 521 d'entre eux ont de plus obtenu leur attestation de réussite, hissant le Cameroun à la 2^e place et la RDC à la 5^e place du podium des diplômés.

Au total, ce sont 15200 apprenants qui ont suivi cette formation sur les technologies de l'environnement, soit 12802 venant de 32 autres pays francophones.

Témoignage : Jeffrey KAMWIZIKU MIHALA, chimiste, doctorant et chercheur de RDC.

Avec les compétences pratiques acquises pendant cette formation, j'espère pouvoir concrétiser le côté pratique et entrepreneurial de l'environnement tout en valorisant par la création des startups les différentes réalisations de notre laboratoire sur les biocarburants ainsi que les autres énergies renouvelables.



Revue annuelle 2021, le temps du bilan et de la projection

Nadège MACHE

Les 16 & 17 décembre 2021, s'est tenue la première revue annuelle du PDTIE à Yaoundé - Cameroun. Un moment de partage et de concertation pendant lequel le bilan de l'année a été présenté tout comme le plan d'action de 2022.

Au terme de sa première année de mise en œuvre, le PDTIE a marqué un arrêt pour présenter les faits saillants et les réalisations annuelles au comité de pilotage réunissant les représentants des administrations parties prenantes du projet. Une vingtaine de participants se sont ainsi retrouvés à Yaoundé pour y participer. Le 16 décembre 2021 s'est faite une synthèse des activités réalisées au courant de l'année ainsi que des résultats qui en découlent, suivie des échanges sur la méthodologie d'intervention qui ont permis d'identifier les défis majeurs et de définir de façon concertée des pistes de solution. Le plan d'action 2022 a été proposé par l'équipe du projet et enrichi par les autres participants. Afin de peaufiner l'approche inclusive du PDTIE, les pistes ont été envisagées pour co-construire les synergies nationales, régionales, internationales avec le PDTIE.

En ce qui concerne la présentation du plan d'action, l'accent a été principalement mis sur les formations en présentiel qui seront effectives en 2022, la mise en œuvre et le suivi des projets subventionnés dans le cadre du PDTIE, ainsi que les mécanismes de collaboration avec les différentes parties prenantes, notamment le comité de pilotage.

Toujours dans le cadre de cette revue annuelle, les participants ont eu droit

à une visite de terrain le 17 décembre 2021. Le premier arrêt était à l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD). Cette visite a permis de constater de visu les réalités de la recherche dans le contexte camerounais, en même temps qu'elle a contribué à renforcer la dynamique de groupe des participants à ce premier atelier de revue annuelle du PDTIE.

La visite de l'IRAD a également permis de comprendre les activités de l'Institut qui ont été présentées par son Directeur Général adjoint. D'édifiants échanges ont eu cours avec les participants. En ont ressorties les difficultés de la recherche dans la sous-région Afrique cen-

trale, la nécessité d'une collaboration holistique entre les chercheurs s'imposant. S'en est suivie la visite du laboratoire d'analyses de sols, plantes, eaux et engrais ainsi que de celui de technologie agroalimentaire. Les participants ont été agréablement surpris au laboratoire des sols : il est certifié ISO 17025 : 2005 et est entièrement conduit de main de maître par une équipe féminine de chercheuses. De l'autre côté, le laboratoire de technologie agroalimentaire fait un énorme travail sur les farines locales, les plantes médicinales, le cacao et le café. Une séance de dégustation a d'ailleurs été offerte aux participants qui ont trouvé les produits délicieux. Le passage du PDTIE à l'IRAD a été marqué par la signature du livre d'or par la déléguée générale de la Francophonie en RDC et la remise des outils promotionnels du PDTIE par la cheffe du projet. La réplique du Directeur général de l'IRAD s'est faite par la remise de quelques présents à ses visiteurs.

Échange entre l'équipe du PDTIE et les représentants des administrations nationales du Cameroun et de la RDC





Visite au laboratoire d'analyses de sols, plantes, eaux et engrais de l'IRAD



Échange de cadeaux entre l'équipe du PDTIE et l'IRAD

Le second arrêt de la visite de terrain était au musée national où se tenait la 7^e édition du Salon international de l'artisanat du Cameroun (SIARC). Le SIARC est organisé par le ministère des petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat (MINPMEESA) du Cameroun. Cette édition s'est déroulée du 15 au 24 décembre 2021 avec pour thème « Redynamisation du système de commercialisation des produits artisanaux et conquête des marchés extérieurs ». Plus de 500 artisans, du Cameroun et d'ailleurs, œuvrant dans des secteurs d'activités divers, exposaient sur l'esplanade du musée national leurs produits et innovations. Les villages artisanaux représentant les dix régions du Cameroun s'imposaient par leurs originalités et particularités. La démarche au cœur du PDTIE se veut inclusive et il fut enrichissant de comprendre les savoirs locaux camerounais. La visite a révélé les merveilleux talents d'artisans qui innovent et donnent de la valeur ajoutée aux

produits locaux du Cameroun, même avec de modestes moyens. Certains ont particulièrement été impressionnés par la dimension écologique qui les animent et le désir de s'inscrire dans la mouvance du développement durable.

Les résultats de la revue annuelle 2021 sont jugés satisfaisants et encourageants. L'espoir d'en faire davantage en 2022 est légitime avec la consolidation des synergies qui se renforcent autour du PDTIE.

Visite du Salon international de l'artisanat du Cameroun



prospectives

Le PDTIE, la recherche en devenir



Six projets pertinents pour renforcer la recherche et l'innovation au Cameroun et en RDC

Jean Merlin ETOBE, Lionelle NGO-SAMNICK et Claire SCHIETTECATTE

Avec 65 % de son budget redistribué sous forme de subventions aux tiers, le PDTIE entend bien soutenir la R&I appliquées en RDC et au Cameroun afin de favoriser le développement et l'application accrue de technologies respectueuses de l'environnement naturel par les acteurs du changement.

Un premier appel à propositions lancé au printemps 2021 a permis de retenir six organisations au Cameroun et en RDC pour des subventions d'un montant allant de 150 000 à 300 000 € afin de mettre en œuvre chacune un projet d'une durée de 18 à 24 mois répondant aux défis environnementaux particuliers rencontrés par les deux pays visés.

En effet, si le Bassin forestier du Congo, dont les deux plus grands pays sont le Cameroun et la RDC, dispose d'un écosystème exceptionnel et d'une biodiversité remarquable, ces atouts écologiques sont souvent menacés et ne sont toujours pas accompagnés par une prospérité de ces nations, bien que leurs croissances économiques en soient fortement tributaires.

Pour remédier à cette problématique majeure, les centres de recherche et les universités sélectionnés par ce premier appel ont proposé une diversité de projets innovants et adaptés au contexte des pays du Bassin du Congo.

Des savoirs locaux et autochtones comme fondation du développement durable

Les savoirs locaux et autochtones comprennent les connaissances, savoir-faire et philosophies développés par des sociétés ayant une longue histoire d'interaction avec leur environnement naturel. Ces modes de connaissance unique sont des éléments importants de la diversité culturelle mondiale et sont à la base d'un développement durable localement adapté. Malheureusement, il est constaté une érosion et une sous-utilisation de ce savoir-faire séculaire.

L'École régionale postuniversitaire d'aménagement et de gestion intégrées des forêts et territoires tropicaux (RDC) entend contribuer à documenter, capitaliser et vulgariser les connaissances et savoirs des communautés locales et des peuples autochtones du Cameroun et de la République démocratique du Congo dans plusieurs domaines, en vue de leur promotion dans les activités

de développement durable. À cette occasion, les moyens de transfert intergénérationnel seront également étudiés. La typologie des savoirs et connaissances endogènes sera réalisée dans les deux pays du 15 décembre 2021 au 15 juin 2023 en vue de mieux irriguer tous les objectifs de développement durable (ODD).

De la micro-hydro-électricité accessible localement

La RDC et le Cameroun présentent l'un des potentiels hydroélectriques les plus importants d'Afrique, mais, paradoxalement, l'accès à l'énergie reste très faible dans ces pays, surtout en milieu rural. Puissante et prévisible, l'hydraulique peut fournir assez d'énergie de façon stable pour les industries et les populations. En outre, elle ne nécessite pas de combustible, est plus respectueuse de l'environnement que le gaz ou le charbon qui produisent des gaz à effet de serre. Malgré cette aubaine, la RDC et le Cameroun peinent à développer

cette énergie, car la construction d'un barrage est coûteuse, dure longtemps et surtout n'est pas un long fleuve tranquille. Pourtant, des alternatives plus modestes existent.

L'École Nationale Supérieure Polytechnique de Yaoundé (Cameroun) envisage, grâce au Fab Lab Polytech Yaoundé, de soutenir la conception locale et la fabrication assistée par ordinateur de micro-turbines pour la production décentralisée d'électricité propre. Le caractère novateur du projet réside dans le développement de la fabrication des micro turbines à partir des matériaux locaux et/ou de récupération pour faire partie du groupe turboalternateur qui sera lui aussi constitué d'équipements localement fabriqués et/ou récupérés.

Mis en œuvre entre le 15 décembre 2021 et le 15 décembre 2023, le projet permettra la conception et fabrication de cinq turbines, la mise en service de l'une d'entre elles, la formation de près de 450 chercheurs et innovateurs à l'utilisation du fab lab, et la formation du personnel de collectivités décentralisées à l'installation et l'utilisation de ces systèmes hybrides, pour une meilleure appropriation de la technologie par les populations. Il contribuera en cela à l'atteinte de neuf des 17 ODD, notamment ODD N°9, 8, 7, 13, 1, 2, 10, 4 et 3.

Une gestion et valorisation moderne des déchets

Les pays du bassin de Congo sont le lieu d'une prolifération de dépotoirs de fortune dans les zones rurales et urbaines, spécialement dans celles habitées par les popu-

Recherche sur les plantes



lations à faibles revenus. L'inefficacité des politiques nationales de gestion durable des déchets commande des solutions non gouvernementales, alors que les défis de la gestion des déchets dans ces deux pays sont multiples et multisectoriels.

Grâce à l'installation de son Fab Lab ÉcoDéchets de Bukavu, *l'Université Évangélique en Afrique (RDC)* vise à améliorer la gestion et la valorisation des déchets par la création d'un espace d'apprentissage centré sur les nouvelles technologies numériques. Outre le caractère innovant des technologies envisagées, l'originalité de ce projet réside dans le fait qu'il vise à la fois les politiques publiques (niveau central et décentralisé), le développement du secteur privé (création de biens et richesses) et la citoyenneté des populations.

Entre le 15 décembre 2021 et le 15 décembre 2023, le fab lab permettra à ses bénéficiaires de générer des innovations capables de transformer les déchets en opportunités d'affaires et utilitaires sur le plan environnemental, et favorisera des synergies avec d'autres acteurs de l'écosystème numérique. En cela, il aura un impact positif sur huit ODD, à savoir les ODD 2, 3, 4, 6, 7, 11, 12 et 13.

Une approche holistique de lutte contre le paludisme

Avec 229 millions de personnes malades et 409 000 décès en 2019, le paludisme fait malheureusement figure de champion de la parasitose. Le Programme des Nations unies pour le développement estime d'ailleurs que la maladie est à la fois un résultat et une cause du



Un contremaître contrôle la séparation des matériaux recyclables d'une usine de déchets.

sous-développement. Pourtant, les interventions indispensables pour prévenir le paludisme sont bien connues, mais son éradication passe par une action élargie. En effet, il est essentiel d'améliorer l'habitat, le développement des infrastructures, l'assainissement, les pratiques agricoles, la mobilité et la nutrition.

C'est cette approche holistique que suit *l'Université de Kinshasa* grâce à un partenariat entre ses facultés de pharmacie et de sciences agronomiques. La solution proposée vise à mettre au point des innovations technologiques dans le domaine de l'environnement et de la santé en créant un Centre de Recherche et d'Innovation Technologique en Environnement et en Sciences de la Santé, qui conduira à une réduction de l'utilisation des insecticides et à l'usage de pratiques agricoles durables. L'originalité de ce projet réside dans le fait qu'il fait de la lutte contre le paludisme non pas

une affaire de santé publique, mais une problématique intégrée de développement durable. Le traitement y sera fait aussi bien en amont, aux sources du paludisme grâce à l'assainissement de l'environnement, mais aussi en aval par le développement de nanotechnologies vertes

Le projet, qui se déroulera du 15 décembre 2021 au 15 décembre 2023, favorisera la réalisation de huit ODD, à savoir les ODD 1, 2, 3, 6, 9, 8, 13 et 17.

La jeunesse comme fer de lance de l'innovation technologique en agro-industries

Alors que l'industrie agroalimentaire occupe le premier rang de la manufacture mondiale, le bassin du Congo, comme la plupart des pays en voie de développement, se caractérise par une industrie locale familiale et artisanale, lorsqu'elle

existe, et incapable de satisfaire le marché national et sous-régional. Et si en ces matières le rôle de la recherche dans la relance agro-industrielle n'est plus à démontrer, cette dernière est malheureusement peu soutenue par les États et aucun accent n'est mis sur la valorisation entrepreneuriale de la recherche, qui exige une démarche et un plateau technique à la hauteur des défis.

C'est pour cette raison que ***l'École Nationale Supérieure des Sciences Agro-Industrielles*** (Cameroun) a initié le projet d'excellence en production d'innovations technologiques en agro-industrie de l'université de Ngaoundéré (PEPITA-UN). Les capacités de R&I des jeunes, chercheurs et innovateurs, y seront stimulées par la formation, l'attribution de bourses d'innovations et l'équipement de laboratoires. L'originalité de ce projet est son ancrage sous-régional. En effet, il met en synergie les jeunes issus d'Afrique centrale inscrits dans les universités camerounaises afin de semer dans leur pays la graine d'une économie verte florissante.

Du 15 décembre 2021 au 15 décembre 2023, les innovations technologiques qui y seront développées se concentreront sur les procédés facilitant la conservation et la préparation des aliments de terroirs, les produits déshydratés pour répondre à des besoins spécifiques, la valorisation des déchets en produits non alimentaires et sur les équipements facilitant la transformation, la préparation ou le contrôle qualité de ces aliments. Huit ODD seront ainsi soutenus, notamment les ODD 1, 2, 3, 5, 9, 8, 12, 13.

Des constructions écologiques axées sur les matériaux de construction alternatifs

Avec près de 9,6 milliards d'habitants anticipés à l'horizon 2050, dont 2,4 milliards en Afrique, tous les voyants sont au rouge. Cette forte croissance augmente la demande en infrastructures durables. Le secteur du bâtiment est aujourd'hui dans l'obligation de proposer de nouvelles solutions de conception et de réhabilitation des bâtiments, qui prennent en compte de manière suffisante les problématiques de développement durable.

La ***Mission de Promotion de Matériaux Locaux – MIPROMALO (Cameroun)*** entend bien apporter sa pierre à l'édifice avec son projet sur la production et vulgarisation des innovations en matériaux, équipements et outils de construction facilement reproductibles. Son originalité réside dans sa transformation de divers matériaux accessibles au quotidien par les populations défavorisées en matériaux de construction techniquement sûrs, économiquement accessibles à tous et respectueux de l'environnement, facilitant ainsi la démocratisation de l'accès au logement décent. Au-delà du développement de ces matériaux innovants, le projet vise également la mise en place d'outils numériques et de machines d'aide à la construction.

Mis en œuvre entre le 15 décembre 2021 au 15 décembre 2023, le projet aura un impact positif sur 7 ODD dont les ODD 1, 3, 9, 10, 8, 11, 13.

Avec cette première cohorte de six projets, trois au Cameroun et trois en RDC, le PDTIE apporte une subvention globale de 1 260 000 euros

au service du développement durable. Tous les projets subventionnés ciblent des innovations environnementales originales et diversifiées pour soutenir de façon concomitante l'action climatique et le bien-être des populations dans le Bassin du Congo, prouvant ainsi, si besoin en était encore, que le **bien-être de l'Homme** est intimement lié au **bien-être de la Planète**.

Une chercheuse africaine en action



Neuf projets en cours de sélection

Lionelle NGO SAMNICK et Claire SCHIETTECATTE

Après un premier appel à propositions lancé au printemps 2021, neuf subventions pour une enveloppe globale de 1,47 million d'euros doivent encore être attribuées par le PDTIE. Le processus de sélection suit son cours.



Amélioration de
l'agriculture familiale

Un deuxième appel a ainsi été organisé du 13 octobre au 13 décembre 2021, composé de six lots autour de trois activités principales du projet. Ce nouveau dispositif de soutien financier aux tiers avait pour but d'octroyer des subventions d'un montant allant de 150 000 à 175 000 € à neuf organismes établis dans ces deux pays, pour mettre en œuvre chacune un projet d'une durée de 6 à 24 mois.

À la date de clôture de l'appel, 90 organisations avaient manifesté leur intérêt à participer à cet appel. Seules 37 d'entre elles ont cependant franchi complètement le pas et vu leur éligibilité étudiée. Les 19 dossiers retenus après cette première sélection ont poursuivi

l'effort et 17 d'entre elles ont atteint la ligne d'arrivée en soumettant un dossier final.

L'œil aiguisé d'un nouveau jury multipartite de sélection a alors examiné en profondeur ces propositions. Deux jours durant, treize membres issus des administrations en charge des affaires étrangères, du développement durable, de la recherche scientifique et de l'innovation des deux pays, de même que des experts indépendants et de représentants des partenaires du PDTIE, ont échangé sans relâche sur les dossiers soumis.

Cinq projets intéressants ont ainsi été retenus, sous réserve de certaines conditions à remplir. La confi-

dentialité est encore de mise, mais si la sélection se confirmait, c'est une subvention globale de 810 000 euros qui viendrait compléter la première cohorte de projet. Ce nouveau cru contribuerait dès lors à apporter des solutions aux enjeux allant du marché de l'emploi aux savoirs paysans, en passant par les plantes endémiques, l'intelligence artificielle et la vulgarisation d'innovations technologiques.

Un ultime appel complètera cet ambitieux dispositif au 1^{er} semestre 2022 pour octroyer des subventions additionnelles pour les lots infructueux au 2^e appel. Les 9 projets tiers seront ainsi financés au premier semestre 2022.

Programme OEACP Recherche et Innovation

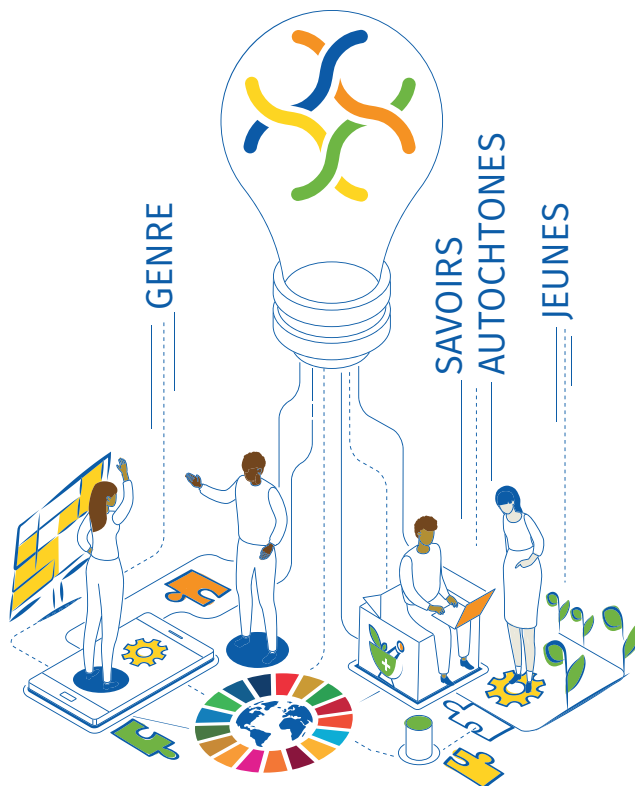
La voie du développement durable

Contexte

La recherche et l'innovation (R&I) sont essentielles pour relever les défis sociétaux et économiques les plus urgents, accélérer la transition verte, créer de nouveaux emplois et entreprises, et réduire la pauvreté.

Un nombre croissant de pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) intègrent la recherche et l'innovation dans leurs programmes de développement nationaux, mais les performances en matière d'innovation restent entravées par des politiques et des dispositifs de développement des compétences inadaptés.

Malgré leurs différences, les **79 pays ACP** partagent un grand potentiel d'innovation qui peut être exploité avec un financement approprié et des cadres politiques adéquats.



Mis en œuvre par l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) et financé par l'Union européenne, le programme OEACP R&I vise à :

- favoriser un environnement propice à la R&I dans les pays ACP;
- améliorer la qualité et l'efficacité de leurs systèmes de R&I;
- faciliter l'accès, le transfert et la fertilisation croisée des connaissances en R&I dans les pays ACP;
- libérer leur potentiel d'innovation et soutenir leur transition vers des économies fondées sur la connaissance permettant un développement durable et inclusif.